

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE  
(AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE)  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012  
et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales  
applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510  
pour son établissement situé à LESQUIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 122-1 , L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 122-2 et R. 181-46 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 imposant des prescriptions complémentaires à la S.A AUCHAN FRANCE pour la poursuite d'exploitation d'un entrepôt de stockage sur le territoire de la commune de LESQUIN 6 rue de l'Europe ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le donner acte du 6 juin 2019 à la société AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE ;

Vu le rapport du 2 février 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 3 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 3 février 2026 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 13 janvier 2026 de l'établissement exploité par AUCHAN à LESQUIN, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de justification de l'atteinte du débit nécessaire en cas d'incendie calculé conformément au document technique D9 ;
2. ce constat constitue un manquement aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
3. ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie ne garantissent pas le risque à défendre ;
4. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AUCHAN de respecter les prescriptions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

#### ARRÊTE

##### Article 1 – Objet

La société AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE (AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 200 rue de la recherche 59491 VILLENEUVE D'ASCQ, exploitant une installation d'entrepôt situé 6 rue de l'Europe sur la commune de LESQUIN est mise en demeure de respecter les dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- fournissant la note de calcul des besoins en eau incendie calculés selon le document technique D9 dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournissant le rapport de mesures du débit des poteaux incendie dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournissant la liste des moyens de lutte mis en place pour atteindre les besoins en eau incendie selon le document technique D9 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournissant, le cas échéant, le bon de commande de travaux pour atteindre les besoins en eau incendie selon le document technique D9 dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- réalisant, le cas échéant, les travaux pour atteindre les besoins en eau incendie selon le document technique D9 dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

##### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LESQUIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **03 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

